

Ce bulletin est publié par



**Réseau québécois de réflexion
sur le fédéralisme**

11-38, Place du Commerce, bureau 189
Montréal (Québec) H3E 1T8
Téléphone : 514 889-1499
www.ideefederale.ca
info@ideefederale.ca

La fin des Oui et des Non au Québec? Un clivage en déclin

Eric Montigny Ph.D.
Université Laval



À partir de 1970, avec la naissance du Parti québécois et ses succès électoraux, la politique québécoise fut conditionnée par un clivage marquant entre ceux et celles qui appuient l'indépendance du Québec et ceux qui s'y opposent. Bref, le débat politique s'est essentiellement structuré sur une ligne de fracture entre les partisans du Oui et du Non à ce projet politique.

Ce clivage hégémonique a eu pour effet de cimenter le système partisan entre deux grands véhicules ayant essentiellement la même vision socioéconomique, mais une conception opposée de l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Réjean Pelletier résume ainsi ce clivage :

« Une fraction de la nouvelle classe moyenne appuie désormais le Parti libéral qui préconise un fédéralisme rentable, plus ou moins renouvelé et une autre fraction (intellectuels, artistes, professeurs, certains membres de professions libérales, etc.) appuie le Parti québécois qui préconise la souveraineté politique du Québec assortie d'une association économique avec le reste du Canada. Il s'agit donc d'une scission avant tout politique au sein d'une nouvelle classe moyenne qui soutient, en gros, le même projet néo-capitaliste avec certaines variantes selon que l'on met l'accent plutôt sur l'entreprise privée avec le Parti libéral ou plutôt sur l'État et le secteur coopératif avec le Parti québécois. » . (Pelletier, 1989 : p. 362).

Or, depuis l'élection de 2007, on constate un affaiblissement de ce clivage auprès de l'électorat. Un nombre important de Québécois ne s'identifie d'ailleurs plus uniquement à celui-ci. Cela se traduit par une plus grande volatilité électorale et, à l'inverse, par une identification partisane moins grande. Une première contemporaine: nous avons également vu apparaître deux gouvernements minoritaires lors des quatre dernières élections, soit en 2007 et 2012. Nous assistons donc à une érosion du ciment qui avait pour effet de figer le système partisan.

Peut-on pour autant conclure à la fin du clivage Oui-Non et à l'avènement d'un nouveau système partisan au Québec? Il y a certes toujours une place pour la présence d'un parti résolument indépendantiste auprès de l'électorat. Son projet

Ce qui est en cause aujourd'hui repose plutôt sur la capacité de mobiliser une majorité de l'électorat derrière l'objectif premier de l'indépendance.

mobilise toujours largement une génération vieillissante mais nombreuse, celle des babyboomers. Il en est de même auprès des communautés minoritaires qui s'y opposent fortement.

Ce qui est en cause aujourd'hui repose plutôt sur la capacité de mobiliser une majorité de l'électorat derrière l'objectif premier de l'indépendance. Ainsi, sommes-nous toujours en présence de deux partis politiques dominants qui s'appuient essentiellement sur ces options? S'agit-il du clivage qui structure encore le vote pour une vaste majorité de l'électorat? D'autres enjeux viennent-ils le supplanter? Quel est le comportement politique des nouvelles générations?

Pour répondre à ces questions, nous aborderons quatre facteurs explicatifs clés. Il s'agit de: 1) l'ouverture sans précédent du système partisan, 2) la montée du clivage gauche-droite et la remise en question du modèle québécois, 3) l'évolution de l'opinion publique et les nouvelles générations et 4) la fatigue des partis indépendantistes traditionnels. Ces facteurs indiquent un déclin réel du caractère hégémonique du clivage Oui-Non au sein du système partisan québécois et l'avènement d'une nouvelle configuration qui s'apparente davantage aux autres démocraties occidentales. Nous concluons ensuite par une réflexion sur les implications scientifiques de cette évolution.

1. Un système partisan plus ouvert que jamais

Se déroulant sur plusieurs élections, un changement de système partisan prend généralement du temps à se matérialiser. Pour être durable, ce changement doit reposer sur une modification structurelle du comportement des électeurs. Lorsqu'une configuration du système en remplace une autre, on est alors en mesure d'identifier un moment précis. On parle alors d'une élection de réalignement, en opposition à une élection de maintien du système en place. Le changement peut être temporaire. C'est le cas d'une élection de déviation qui survient suite à une saute d'humeur conjoncturelle de l'électorat. Elle est ensuite suivie d'une élection de rétablissement du système partisan observé antérieurement.

En lien avec son mode de scrutin uninominal à un tour qui favorise le bipartisme institutionnel, le système partisan québécois a donc toujours été relativement stable et dominé par deux partis politiques majeurs. Le changement au sein du système reposait essentiellement par le remplacement d'un parti politique par un autre. Le Parti libéral du Québec (PLQ) est d'ailleurs le seul parti politique qui existe depuis 1867. Suite à différents schismes, il fut toujours celui qui donna naissance à son principal rival et à une période d'instabilité. Entre deux systèmes partisans distincts, on dénotait une dizaine d'année de transition marquée par une certaine incertitude. Ce serait le cas aujourd'hui.

Ainsi, en adaptant la typologie développée par Lemieux (2005) sur la base du niveau d'ouverture, de compétitivité et du caractère majoritaire ou minoritaire du gouvernement, nous retenons quatre systèmes partisans au Québec depuis 1867.

Sur le plan théorique, un système partisan peut être considéré comme étant ouvert lorsque les partis politiques ayant terminés premier et deuxième ne parviennent pas à obtenir plus de 80% des voix (Lemieux 2005). Le ciment du clivage Oui-Non démontre des signes de fissures à partir de 2003. Ces partis

Évolution du système partisan québécois depuis 1867

- **1867-1887** (Fermé, monopolistique et majoritaire) caractérisée par une hégémonie conservatrice où ce parti a gouverné pendant 18 ans et sept mois, suivie d'une période de transition avec l'arrivée d'Honoré Mercier et son Parti national.
- **1897-1935** (Fermé, monopolistique et majoritaire) caractérisée par une hégémonie libérale suivie par une période de transition avec le shiisme qui donna naissance à Action libérale nationale et la création de l'Union nationale de Maurice Duplessis.
- **1944-1960** (Fermé, monopolistique et majoritaire) caractérisée par une hégémonie unioniste suivie par une période de transition avec alternance PLQ-UN et naissance de partis indépendantistes dans la foulée de la Révolution tranquille.
- **1970 – 2007** (Fermé, compétitif et majoritaire) caractérisée par une hégémonie Oui-Non à l'indépendance reposant sur une alternance PLQ-PQ suivie par une nouvelle période marquée par l'existence d'un multipartisme réel.

ayant recueillis 79% des voix, apparaissent alors les premiers indices d'une ouverture du système partisan québécois. Ce ne fut le cas que de 64% en 2007, puis de 77% en 2008. La configuration la plus ouverte de l'histoire du Québec s'est produite en 2012 avec 63% des voix pour les partis ayants terminés premiers et deuxième. Malgré la présence de l'élection d'un gouvernement majoritaire en 2014, l'appui des deux premiers partis ne représente que près de 67% des voix, soit 10% de moins que lors du dernier gouvernement majoritaire en 2008.

On note donc une plus grande fragmentation de l'offre politique et à une grande volatilité électorale (Bastien et al., 2012). À la dissolution de la Chambre en 2012, cinq partis politiques y étaient représentés. Lors de l'élection qui s'en suivit, quatre formations politiques se sont partagées le vote : 31,95% pour le Parti québécois, 31,2% pour le Parti libéral, 27,3% pour la Coalition avenir Québec et 6% pour Québec Solidaire. Pour le reste, Option nationale a recueilli près de 2% et le Parti vert à peine 1% des suffrages. Lors de l'élection anticipée du 7 avril 2014, 41,5% pour le Parti libéral du Québec, 25% pour le Parti québécois, 23% pour la Coalition avenir Québec, 7,6% pour Québec solidaire. La plus grande ouverture du système partisan québécois résulte notamment de l'apparition de nouveaux partis politiques qui sont davantage compétitifs.

Le sort réservé au Parti québécois illustre bien la grande volatilité de l'électorat. Après avoir perdu le pouvoir en 2003, il termine troisième en 2007, deuxième en 2008 et premier en 2012. Après avoir gouverné quelques mois, cette formation a ensuite connu une chute marquée de ses appuis lors des élections anticipées de 2014 avec 25% des votes et seulement 30 sièges sur 125, et ce, comparativement à 23% des votes et à 22 sièges pour la Coalition avenir Québec.

Les deux prochains scrutins permettront de dire si la période actuelle d'ouverture du système partisan est annonciatrice d'une nouvelle hégémonie libérale, d'une reconfiguration multipartite durable du système partisan ou de l'avènement d'un nouveau bipartisme. Chose certaine, la fragmentation répétée de la configuration

Les deux prochains scrutins permettront de dire si la période actuelle d'ouverture du système partisan est annonciatrice d'une nouvelle hégémonie libérale, d'une reconfiguration multipartite durable du système partisan ou de l'avènement d'un nouveau bipartisme.

Depuis quelques années, dans le discours public, on doit d'ailleurs noter la montée d'un débat sur des enjeux économiques, les programmes sociaux et les finances publiques.

des partis à l'Assemblée nationale depuis 2007 où le Parti québécois a même perdu brièvement son statut de parti dominant à l'Assemblée, témoigne d'une ouverture sans précédent du système partisan québécois et du déclin du clivage hégémonique Oui-Non.

2. La montée du clivage gauche-droite

L'ouverture élevée du système partisan s'accompagne de débats sur d'autres enjeux que ceux liés à la question de l'indépendance du Québec. Cela se traduit par la remise en question du modèle québécois qui faisait pourtant consensus auprès des partis depuis la fin des années 60. Ce modèle reposait essentiellement sur les caractéristiques suivantes : 1) un interventionnisme sur le plan économique, 2) un activisme sur le plan social, 3) un corporatisme non-institutionnalisé, 4) une société bureaucratifiée et réglementée et 5) un niveau élevé de taxation. Alors que ces éléments faisaient consensus, le débat politique portait principalement sur la question nationale.

Comme nous l'avons vu, l'offre politique s'est diversifiée avec une fragmentation du nombre de partis. Les nouveaux partis institutionnalisés que sont Québec solidaire et la Coalition avenir Québec ne s'inscrivent pas prioritairement dans le clivage Oui-Non. Ils ont certes des positions constitutionnelles qui leur sont propres. Il ne s'agit cependant pas de leur objectif premier.

Depuis quelques années, dans le discours public, on doit d'ailleurs noter la montée d'un débat sur des enjeux économiques, les programmes sociaux et les finances publiques. D'ailleurs, tant Québec solidaire que la Coalition avenir Québec, créée d'une fusion avec l'ADQ, sont le reflet de ce débat sur l'interventionnisme étatique. Québec solidaire, tout en s'affichant en faveur de la souveraineté, met l'accent sur le développement d'un filet social plus étendu et prône une intervention étatique plus importante. De son côté, la CAQ insiste d'abord sur la croissance économique, la réduction du fardeau fiscal et sur la réforme de l'État québécois. Leur présence contribue à l'émergence d'un débat gauche-droite traditionnel qui prend de plus en plus forme dans le discours politique ambiant.

D'autres lignes de fracture que le clivage qui a structuré le débat politique depuis 1970 apparaissent sur les questions sociales et économiques. Nous assistons d'ailleurs à une remise en question de politiques publiques qui faisait autrefois consensus. Bref, le débat politique repose maintenant davantage sur une nouvelle réflexion qui est davantage axée sur le rôle de l'État québécois et son niveau d'intervention. Considéré historiquement comme un parti attrape-tout, le PLQ a d'ailleurs fait sienne cette remise en question du modèle québécois. Est-ce à dire qu'un nouvel axe de clivage politique davantage en lien avec les politiques publiques se démarque? En plus de l'incapacité de rallier une majorité de Québécois derrière le projet d'indépendance, deux éléments structurels peuvent contribuer à expliquer un tel changement. Il s'agit du niveau d'endettement élevé du Québec ainsi que du vieillissement de la population.

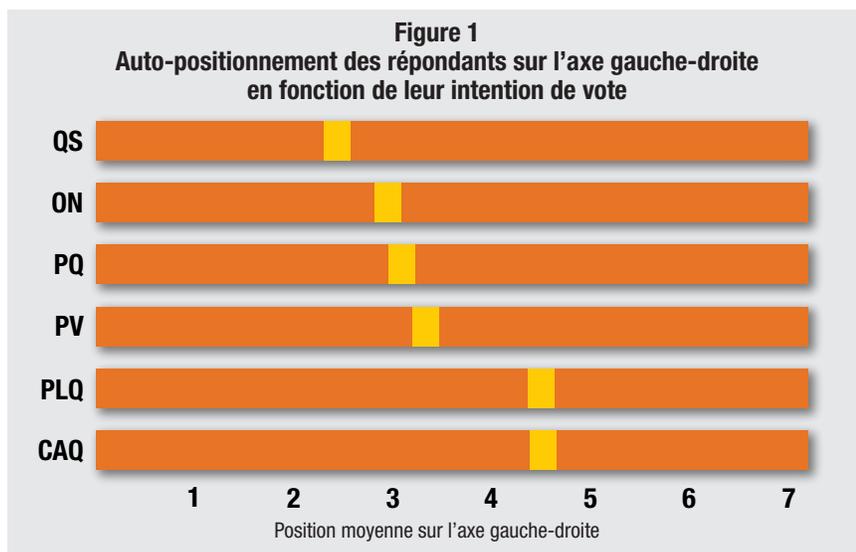
L'endettement public, constitué pour près de 75% de déficits cumulés, exerce une pression sur les dépenses gouvernementales. Depuis plusieurs années, les intérêts sur la dette occupent le troisième poste budgétaire de l'État québécois. L'exercice 1998-1999 fut le premier en quatre décennies à se solder par un

surplus de 126 M\$. Depuis, la crise mondiale de 2008, le Québec peine à rétablir l'équilibre budgétaire. Cette situation suscite des débats partisans nouveaux sur le rôle de l'État et contribue à miner le consensus qui a prévalu pendant près de 40 ans.

Le Québec est l'une des sociétés occidentales qui vieillit le plus rapidement. Cela impose une réflexion tant sur la prestation de ses services publiques que sur l'intégration de nouveaux arrivants. En effet, selon l'Institut de la statistique du Québec, l'accroissement naturel du Québec restera positif jusqu'en 2029. Par la suite, le nombre de décès surpassera le nombre de naissances. La migration internationale assurera alors à elle seule la croissance démographique du Québec. Cette croissance démographique assurée par l'immigration peut contribuer à créer une certaine insécurité culturelle auprès du groupe majoritaire.

Sur le plan identitaire, il serait même raisonnable de croire que le débat initié par le PQ alors qu'il formait un gouvernement minoritaire sur une Charte des valeurs soit également venu complexifier les axes de fracture au sein de l'électorat, et ce faisant affaiblir encore plus l'hégémonie du clivage Oui-Non et ce, particulièrement auprès des plus jeunes électeurs (Tessier et Montigny 2016).

Il est également intéressant de constater le positionnement des partis sur l'axe gauche-droite traditionnel. Des données tirées de la Boussole québécoise 2012¹ permettent un auto-positionnement des électeurs en fonction de leur intention de vote. En plus de constater qu'une majorité d'électeur québécois se situait alors au centre-droit, cet exercice témoigne d'un niveau de familiarisation plus élevé qu'anticipé du concept de gauche et de droite parmi les répondants. Dans cet esprit, pour les répondants de la Boussole, les partis politiques québécois affichaient donc des positionnements diversifiés et identifiables sur l'axe gauche-droite. L'auto-positionnement des répondants venait également confirmer certaines proximités idéologiques entre certains partis ainsi qu'une corrélation entre l'appui à l'indépendance d'un électeur et le fait de se situer davantage à gauche (Montigny, Gélinau et Pétry, 2012).



1. Cet outil fut en opération du 1^{er} août 2012 et jusqu'au jour du vote le 4 septembre. La participation a atteint 544 678 répondants. De ce nombre, environ 330 000 ont accepté de compléter le questionnaire complémentaire. Ce questionnaire complémentaire permettait de colliger des données sociodémographiques ainsi que certaines attitudes des répondants à l'égard de la politique.

Le Québec est l'une des sociétés occidentales qui vieillit le plus rapidement. Cela impose une réflexion tant sur la prestation de ses services publiques que sur l'intégration de nouveaux arrivants.

On y constate que les jeunes se sentent notamment moins attirés par le projet souverainiste que les générations précédentes. Cela ne veut pas dire qu'ils sont fédéralistes pour autant.

Les partis politiques, même les deux partis dominants PLQ-PQ, se distinguent maintenant également sur l'axe socioéconomique. La dimension gauche-droite du débat politique traditionnel a, depuis quelques années, été intégrée dans la dynamique partisane québécoise. La question nationale n'est manifestement plus le seul vecteur de vote pour plusieurs électeurs. D'ailleurs, la crise étudiante de 2012 portant sur l'accès à l'éducation risque d'avoir été un événement de socialisation politique beaucoup plus importants pour les nouvelles générations que les grandes manœuvres référendaires vécues par ceux et celles qui les ont précédés.

3. L'opinion publique et les nouvelles générations

Il faut certes être très prudent lorsque vient le temps d'analyser l'électorat québécois. Comme nous l'avons dit, celui-ci s'avère particulièrement volatile depuis quelques années. Plusieurs enquêtes d'opinion menées par différentes firmes de sondage indiquent pourtant un déclin du clivage Oui-Non. Ce phénomène s'observe particulièrement auprès des jeunes.

Le portrait des jeunes Québécois de 18 à 24 ans réalisé au lendemain des élections de 2014 par la firme CROP en lien avec leurs attitudes politiques est révélateur². On y constate que les jeunes se sentent notamment moins attirés par le projet souverainiste que les générations précédentes. Cela ne veut pas dire qu'ils sont fédéralistes pour autant. Dans une analyse de 125 sondages effectués depuis 1977, la sociologue Claire Durand conclut aussi à un déclin constant de l'appui des jeunes envers la souveraineté et le PQ³. De tels constats ne sont pas nouveaux. Les données de la boussole électorale québécoise 2014 diffusées sur les ondes de Radio-Canada indiquaient déjà cette tendance⁴. De même, de jeunes élus du Parti québécois parlaient de ce phénomène il y a maintenant plusieurs années⁵.

De son côté, le sociologue Simon Langlois a analysé les données recueillies par la firme Léger, sondages menés entre 1995 et 2015⁶. Cela représente 44 sondages empilés, 44 972 répondants pour lesquels il a analysé les Oui et les Non « fermes ». Il constate la démobilisation du groupe porteur (population active francophone) et un déclin tendanciel de l'appui à la souveraineté du Québec depuis les années 2000. Il conclut que tout porte à croire que l'horizon de l'indépendance s'éloigne et qu'il fut le projet d'une génération, porté par les babyboomers.

Un sondage réalisé en octobre 2015 par CROP pour la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires confirme ce constat sur le plan générationnel⁷. Il révèle par ailleurs que seulement un Québécois sur cinq

2. <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201406/02/01-4771950-les-jeunes-et-la-souverainete-la-generation-non.php>

3. <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201406/03/01-4772327-souverainete-le-projet-de-deux-generation.php>

4. <http://ici.radio-canada.ca/sujet/elections-quebec-2014/2014/03/13/009-premiers-resultats-boussole-electorale-rapport-utilisateurs.shtml>

5. <http://www.ledevoir.com/non-classe/64496/les-jeunes-jugent-la-souverainete-desuete>

6. <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/politique/201511/03/01-4917089-etonnant-degringolade-de-la-souverainete-dans-la-region-de-quebec.php>

7. <http://www.ledevoir.com/non-classe/453715/le-projet-de-pays-du-quebec-rebute>

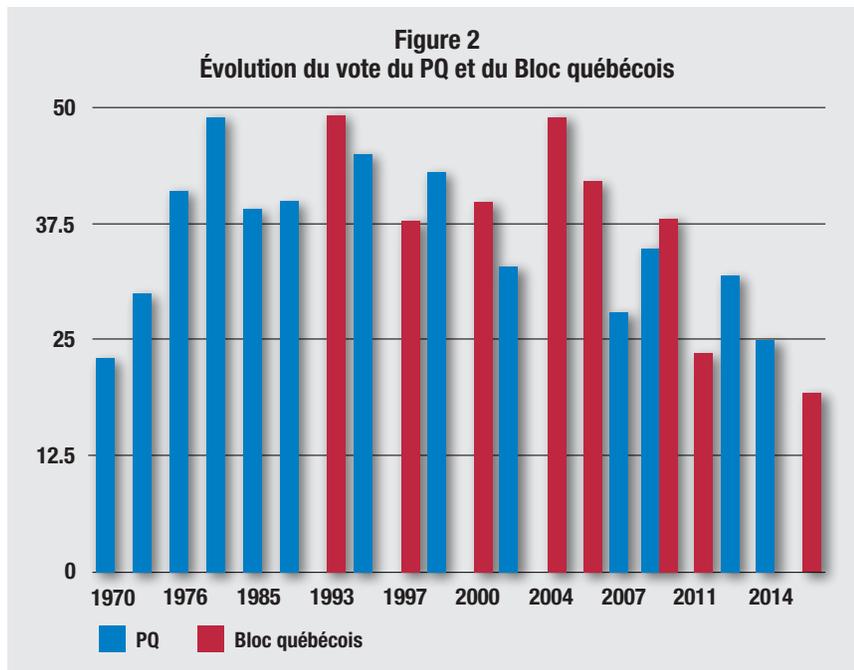
entrevoit la réalisation de l'indépendance un jour. Signe de fatigue, ce ne serait le cas qu'auprès d'un partisan du Oui sur deux. On note par ailleurs que les nouvelles générations ne voient pas les identités canadienne et québécoise comme étant mutuellement exclusives et que l'option d'une nouvelle entente au sein du Canada est l'option qu'ils préfèrent. Sur ce point, cela correspond d'ailleurs à la préférence de l'ensemble de la population.

En mars 2015 CROP a également sondé ce à quoi rêvent maintenant les Québécois⁸. Sur le plan politique, le projet d'indépendance ne serait plus le rêve que de 16% des répondants (9% chez les 18-24 ans), loin derrière la lutte à la pauvreté qui mobiliserait 40% de la population. Puisqu'elle illustre la saillance des enjeux, cette donnée est particulièrement importante.

Ces résultats convergent et indiquent que les plaques tectoniques sur lesquelles reposent les analyses politiques depuis des décennies sont en mouvement. Cela se traduit d'abord par une grande volatilité de l'électorat. Deuxième constat : l'opinion publique québécoise s'exprime de plus en plus à l'extérieur du prisme Oui-Non. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les nouvelles générations, ce qui laisse poindre un changement structurel s'appuyant sur des forces de long terme.

4. Les changements dans le mouvement souverainiste et le déclin de l'appui aux partis indépendantistes traditionnels

Le multipartisme qui dure maintenant depuis près d'une dizaine d'années n'est pas sans conséquence. Au niveau québécois, cela se manifeste d'abord par une trajectoire à la baisse des appuis accordés au Parti québécois et ce, de façon presque constante depuis l'élection de 1994. En pourcentage, les appuis du PQ obtenus en 2014 s'apparentent à ceux obtenus en 1970. Au niveau fédéral, le déclin du Bloc québécois est encore plus marqué et fut confirmé en 2015 avec l'appui de 19,3% de l'électorat québécois. Le clivage Oui-Non, en polarisant le



8. <http://plus.lapresse.ca/screens/5ea5abdf-52c0-428b-86e5-703b50616b13%7CxDxo5hubCOR9.html>

Sur le plan politique, le projet d'indépendance ne serait plus le rêve que de 16% des répondants (9% chez les 18-24 ans), loin derrière la lutte à la pauvreté.

Le nouveau chef du Parti québécois élu en 2015, Pierre Karl Péladeau, a établi clairement que cela ne l'intéressait pas de diriger le Québec dans le cadre fédéral canadien.

vote entre le Bloc et le Parti libéral du Canada, y aura finalement structuré le débat de 1993 à 2011, dans la foulée des échecs de l'Accord du Lac Meech et du référendum de 1995.

Les implications sont nombreuses pour le mouvement souverainiste. À Ottawa, le Bloc demeure affaibli et sans statut. À Québec, l'éclatement du système partisan se fait à la faveur d'autres partis politiques appartenant à la famille autonomiste. Ces derniers ont bien sûr une vision différente de l'avenir du Québec.

Le Parti québécois fait aujourd'hui face à deux problèmes structurels. D'abord, la baisse de la clientèle disponible en appui à l'indépendance réduit son bassin d'électeurs potentiels. Deuxièmement, le niveau plus élevé de compétition et l'existence d'alternatives rendent plus complexe son positionnement.

Par le passé, le PQ réussissait à faire le plein de d'électeurs nationalistes en se basant sur le principe de l'alternance et de l'usure du pouvoir. Pour réussir, il misait sur une stratégie d'adaptation à l'environnement reposant sur le concept de bon gouvernement où il était possible de voter pour le PQ sans pour autant voter Oui à un référendum. Sous Lucien Bouchard, Bernard Landry et Pauline Marois, le PQ est allé encore plus loin dans cette veine en développant les formules de «conditions gagnantes», de «l'assurance morale de gagner» ou de «gouvernance souverainiste» afin d'éviter de s'engager sur la voix d'un référendum après son élection (Montigny, 2011).

Ce n'est plus possible aujourd'hui. Avec l'éclatement du système partisan, il n'est plus le vaisseau amiral qui parvenait à fédérer les partisans du Oui. Cela implique un dilemme quant à la sélection de son objectif partisan prioritaire: le bon gouvernement avec le risque de donner des ailes à d'autres partis indépendantistes ou mettre clairement le cap sur l'indépendance avec le risque de ne pas former le gouvernement.

Le nouveau chef du Parti québécois élu en 2015, Pierre Karl Péladeau, a établi clairement que cela ne l'intéressait pas de diriger le Québec dans le cadre fédéral canadien⁹. L'élection fédérale de 2015 fut également révélatrice. Gilles Duceppe y a confirmé, lors du débat des chefs francophone la nouvelle vision du mouvement indépendantiste. En résumé, elle sonne le glas de la proposition de partenariat au profit de l'indépendance et se soumet à une volonté de négocier la question avec Ottawa. Cela marque une rupture avec la stratégie adoptée dans la foulée du référendum de 1995, mais également avec le concept de souveraineté-association qui fut pourtant à l'origine du Parti québécois. En cela, le projet actuel est beaucoup plus en phase avec celui que proposait le Rassemblement pour l'indépendance nationale.

Avec un discours plus affirmé, la question de l'indépendance du Québec ne fut pourtant pas un enjeu électoral déterminant lors du dernier rendez-vous électoral. Sur le plan organisationnel, l'appui de grandes centrales syndicales québécoises

9. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/politique/2014/12/01/001-peladeau-quebec-pays-pas-province.shtml>

au NPD a d'ailleurs illustré la force du clivage gauche-droite au détriment d'un clivage Oui-Non. Le mouvement souverainiste perdit ainsi un allié traditionnel. En opposition aux conservateurs, le PLC a d'ailleurs réussi à dépasser le NPD sur sa gauche (Montigny et Gélineau, 2015).

La fracture Oui-Non devient maintenant davantage un outil dans l'arsenal de certains partis pour tenter de mobiliser leur base¹⁰ et préserver leur caractère dominant qu'un clivage hégémonique. Jusqu'à maintenant, cette instrumentalisation semble réussir davantage aux tenants du statu quo qu'aux partis politiques indépendantistes. C'est d'ailleurs la carte que semble jouer le Parti libéral du Québec.

Une réalité politique plus complexe

Le déclin du clivage Oui-Non se traduit-il par le déclin du nationalisme québécois? Pas nécessairement. Le nationalisme contemporain évolue dans un contexte où le Québec et les Québécois rayonnent à l'étranger. Mais aussi dans un Québec qui est une terre d'accueil aux prises avec des enjeux démographiques, de gestion de ses ressources et de politiques publiques.

Tout au long de son histoire, le peuple du Québec a manifesté son nationalisme de différentes façons. Dès la fin du XIX^{ème} siècle, il a pris la forme d'un nationalisme canadien-français reposant sur le concept de la survivance. La protection de l'identité reposait alors essentiellement sur la défense de langue, des traditions et sur un rôle important conféré au clergé. En 1960, avec la Révolution tranquille, l'État a pris le relais. Le nationalisme canadien-français s'est transformé en nationalisme québécois. Pendant plus de quarante ans, la vie politique québécoise s'est ensuite structurée selon que l'on soit pour ou contre la souveraineté. Ce clivage Oui-Non, imposé par les partis dominants de l'époque, demeure surtout présent auprès des babyboomers. Or, l'élection québécoise de 2018 sera le premier rendez-vous électoral depuis des décennies où le poids de cette génération ne sera pas prépondérant (Gélineau, 2015). Plusieurs indicateurs laissent maintenant poindre son déclin auprès des générations montantes. Le nationalisme québécois s'exprime davantage aujourd'hui, notamment en lien avec les questions identitaires et économiques, à l'extérieur du clivage traditionnel entre les Oui et les Non.

Ceux et celles qui étudient, enseignent et analysent la politique tant canadienne que québécoise doivent prendre acte de ces changements. Il serait maintenant réducteur de classer une bonne partie des électeurs selon une ancienne grille référendaire binaire. La réalité du Québec contemporain est beaucoup plus complexe.

Pour plusieurs citoyens, notamment au sein des nouvelles générations, la question nationale n'est qu'une question parmi d'autres et ce, au même titre que l'environnement, la dette, le développement économique où l'avenir des programmes sociaux. Ils ne se définissent pas comme étant souverainistes ou fédéralistes. Alors à quoi bon leur attribuer une étiquette héritée du début des années 70? Pour une partie d'entre eux, il s'agit même d'un débat qui appartient davantage à leurs grands-parents.

Pour plusieurs citoyens, notamment au sein des nouvelles générations, la question nationale n'est qu'une question parmi d'autres et ce, au même titre que l'environnement, la dette, le développement économique où l'avenir des programmes sociaux.

10. <http://www.journaldemontreal.com/2015/10/24/la-plus-belle-campagne---premiere-partie>

**Les périodes de changements
ne sont pas simples à
analyser ou à comprendre.**

Les périodes de changements ne sont pas simples à analyser ou à comprendre. D'ailleurs, rares sont les soviétologues qui ont prédit l'effondrement de l'Union soviétique. Cela signifiait la perte de repères simples, mais aussi d'un objet d'étude. L'image est forte et les changements observés au Québec sont certes de moindre envergure. Ceci dit, si nous n'adaptions pas nos outils d'analyse pour mieux comprendre l'évolution du nationalisme québécois, nous risquons également comme universitaires ou analystes d'être pris au dépourvu, dépassés et en retard sur l'évolution de notre société. Pour le moment, à défaut de disparaître, le clivage Oui-Non n'est plus aussi hégémonique qu'il ne l'était. Il est temps de s'ajuster à cette nouvelle réalité.

Références

Bastien, Frédérick; Bélanger, Éric & Gélinau, François (dir.), *Les Québécois aux urnes*, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 2013.

Gélinau, François, «Poids électoral : la revanche de la génération X», dans Annick Poitras, *L'état du Québec 2015*, Montréal : Del Busso Éditeur. 2015.

Lemieux, Vincent, *Les partis et leurs transformations*, Québec: Les Presses de l'Université Laval, 2005.

Montigny, Éric, *Leadership et militantisme au Parti québécois*, Québec: Presses de l'Université Laval, 2011.

Montigny, Eric, François Gélinau et François Pétry, «La Boussole électorale québécoise», dans Bastien, Frédérick & al., *Les Québécois aux urnes*, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 2013, pp.285-297.

Montigny, Eric et François Gélinau, «Le NPD au Québec : doublé sur sa gauche», dans Alex Marland et Thierry Giasson, *Canadian Election Analysis : Communication, Strategy, and Democracy /Points de vue sur l'élection canadienne : Communication, stratégie et démocratie*, Vancouver : UBC Press, 2015.

Pelletier, Réjean, *Partis politiques et société québécoise*, Montréal: Québec/Amérique, 1989.

Tessier, Charles et Eric Montigny, «Untangling Myths and Facts: Who Supports the Québec Charter of Values,?», *French Politics*, À paraître. 2016.